

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 29 novembre 2023

## Le chiffre du mois

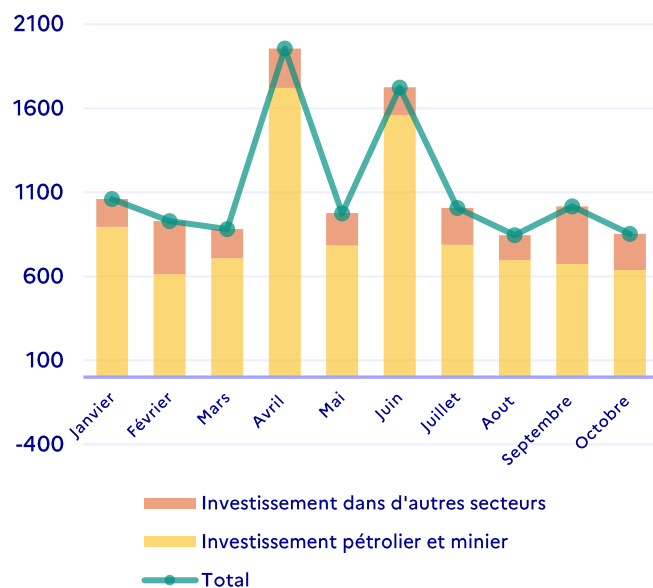
LE CHIFFRE A RETENIR

**853 M USD**

Il s'agit du montant  
d'Investissement Direct Étranger  
(IDE) en octobre 2023.

En octobre, les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 853 M USD, marquant une baisse de 163 M USD par rapport aux 1 016 M USD enregistrés en septembre, qui était le quatrième mois affichant le plus grand afflux de l'année. Cela représente une baisse de 16 % entre septembre et octobre. Selon un rapport de Corficolombiana, les entrées d'IDE en octobre ont également enregistré une baisse de 115 M USD par rapport à octobre 2022, où elles atteignaient 968 M USD. **À deux mois de la clôture de l'année, les données de la Banque centrale indiquent que les IDE cumulent 11,2 Md USD à fin octobre.** Le secteur du pétrole et des mines a joué un rôle significatif dans les entrées IDE au cours des derniers mois : en octobre, le secteur a contribué à hauteur de 637 M USD, tandis que les autres secteurs ont totalisé 216 M USD.

Entrées d'investissements directs  
étrangers en Colombie  
M USD



# Bolivie

## Le Sénat brésilien approuve l'entrée de la Bolivie dans le Mercosur.

La séance plénière du Sénat brésilien a approuvé, le 28 novembre, le texte du Protocole d'adhésion de la Bolivie au Marché Commun du Sud (Mercosur). L'initiative est désormais en cours de promulgation, selon un communiqué du Sénat. Le sénateur brésilien Chico Rodrigues a souligné l'importance de l'entrée de l'État plurinationnel de Bolivie au Mercosur et a estimé qu'elle optimiserait les échanges commerciaux dans la région. Le président Luis Arce a remercié mercredi son homologue brésilien, Luiz Ignácio Lula da Silva, pour les efforts déployés pour que, via le congrès de son pays, le pays approuve l'adhésion complète de la Bolivie au Mercosur. **L'autorisation du Brésil était la dernière étape vers l'approbation de la Bolivie en tant que membre à part entière du bloc. Les autres membres du bloc, à savoir l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, s'étaient déjà prononcés en faveur.**

## YPFB prévoit l'arrivée de 200 camions-citernes pour assurer l'approvisionnement en carburants.

Face à la pénurie de diesel et d'essence touchant les principales villes du pays, l'entreprise nationale en charge de la gestion des hydrocarbures Boliviens (YPFB) a annoncé que plus de 200 camions-citernes arriveront dans le pays en provenance du Chili. Félix Cruz, directeur de logistique chez YPFB, a déclaré que cette situation est la conséquence de 20 jours de haute mer qui ont empêché l'arrivée des navires transportant du carburant au terminal maritime YPFB d'Arica (Chili). **Face aux coûts que représente l'importation et la subvention du carburant en Bolivie (environ 1,7 Md USD par an, soit +738 % par rapport à 2016), le Président Arce a indiqué que cette hausse était due au conflit russo-ukrainien, et que ce coût sera atténué par la prompte inauguration des usines de biocarburant à Santa Cruz et El Alto.**

# Colombie

## L'OCDE a revu à la baisse les prévisions de croissance pour la Colombie en 2023.

Les projections de croissance économique pour la Colombie en 2023 ont été revues à la baisse par l'OCDE, passant de 1,5 % à 1,2 % selon ses nouvelles évaluations. **L'organisation a mis en avant que l'incertitude politique, le ralentissement de la consommation des ménages et la politique monétaire actuelle de la Banque centrale, restrictive visant la baisse de l'inflation, exercent des pressions sur l'activité économique du pays.** De plus, l'OCDE a évalué que l'économie afficherait une croissance de 1,4 % en 2024, suivi de 3 % en 2025.

## Le gouvernement anticipe une inflation de 9,7 % à la clôture de l'année 2023.

En effet, le Ministre des Finances a ajusté ses prévisions concernant l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), à environ 9,73 % pour cette année, soit près de cinq points de pourcentage de plus que la dernière prévision du Ministère. Il a expliqué : *« Nous constatons une baisse de l'inflation depuis sept mois. Bien que cette baisse ne soit pas aussi rapide que souhaitée par la Banque centrale ni à la cadence souhaitée par tous, nous avons enregistré une diminution de plus de 300 pts. Restent les mois de novembre et décembre, et si la tendance actuelle se maintient, nous clôturerons décembre avec une inflation à un seul chiffre. »* Le Ministre a également souligné que l'inflation aurait pu être plus basse si le prix des carburants n'avait pas été relevé, du fait de la fin progressive de la subvention à la pompe.

**En outre, alors que le gouvernement s'apprête à ajuster les tarifs des péages, certaines préoccupations émergent quant à son impact sur l'inflation.** Cependant, selon Luis Fernando Mejía, directeur de Fedesarrollo, l'impact sera minime, affectant l'inflation d'à peine 0,02 à 0,025 point. Il a affirmé : *« Aucune inquiétude à avoir concernant l'[impact des prix des péages sur] l'inflation ; au contraire, plus l'ajustement tardera, plus il générera de l'agitation et de l'incertitude dans le secteur de l'infrastructure. »* De plus, le directeur de Fedesarrollo a souligné que cette mesure

gouvernementale n'a eu aucune conséquence fondamentale: « *Cependant, elle a eu des répercussions sur le plan budgétaire (...) Elle a également suscité de l'incertitude dans un secteur appelé à être l'un des principaux moteurs de la croissance économique et de la création d'emplois.* »

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+1,47 %	-7,75 %	1 142 pts
Change USD/COP	-0,62 %	-16,56 %	4 029
Change EUR/COP	-1,21 %	-12,00 %	4 385
Prix du baril colombien (USD)	-0,29 %	-4,53 %	85,96

### La BID anticipe que les transferts de fonds des migrants (remesas) en Colombie atteindront 10,2 Md USD cette année.

D'après la Banque centrale, les Colombiens reçoivent en moyenne 27 M USD chaque jour en remesas. Jusqu'à octobre, les statistiques consolidées par la Banque centrale indiquent que le montant total des remesas atteignait 8 290 M USD (+6,7 % g.a, +523 M USD). Les États-Unis demeurent la principale source de remesas pour la Colombie (53 % du total).

La Banque interaméricaine de développement (BID) anticipe que la Colombie recevra 10 202 M USD au titre des remesas cette année. Cette estimation reflète une croissance de 8,2 % en dollars, 12,2 % en COP, mais après ajustement pour l'inflation, les remesas n'augmenteraient que de 1,2 %. Ainsi, il est souligné que les remesas représentent 3 % du produit intérieur brut (PIB) colombien.

### La classe moyenne s'est élargie entre 2021 et 2022 +1,14 M.

Selon le DANE, au cours de l'année 2022, période de prospérité économique, la classe moyenne en Colombie s'est élargie, passant de 13,8 M de personnes en 2021 à 14,9 M en 2022 (+1,14 M de personnes au sein de la classe moyenne). D'après Sergio Olarte, économiste principal de Scotiabank Colpatria, « *La reprise économique rapide et vigoureuse entre 2021 et 2022 a entraîné une baisse significative du taux de chômage, permettant aux individus d'accéder à davantage de biens et services. Ceci a conduit à une hausse de la population au sein de la classe moyenne et supérieure en Colombie, et à l'échelle mondiale en général.* » Par ailleurs, au cours de l'année dernière, 1,3 M d'individus sont sortis de la définition statistique de la pauvreté.

### Le gouvernement clarifie la perspective du secteur des infrastructures et des transports.

Mardi, des rumeurs ont circulé autour d'une possible restructuration du secteur des infrastructures et des transports envisagés par le gouvernement. Ces rumeurs évoquaient des changements de rôle pour l'ANI et Invias, la création d'Invir, ainsi que des inquiétudes quant au respect des contrats de concessions.

**En réaction à ces spéculations, Petro a apporté des éclaircissements.** Tout d'abord, en ce qui concerne les perspectives pour l'Agence nationale de l'infrastructure (ANI), il a évoqué l'idée de lui conférer la capacité d'initier des projets d'infrastructures sociales, tels que des écoles et des universités. Le président a souligné son engagement à renforcer l'ANI, adoptant une approche « *à la Mazzucato* ». Pour mémoire, l'économiste Mariana Mazzucato préconise le renforcement plutôt que l'affaiblissement des capacités de l'État.

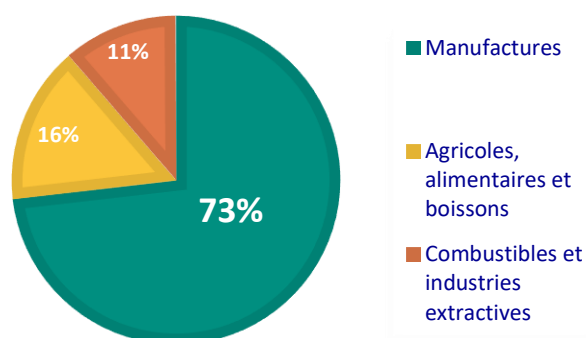
**De plus, Petro a évoqué la création de l'Institut des voies régionales, Invir, soulignant que cela ne signifiera pas la fin de l'ANI ni d'Invias.** Enfin, en réponse aux rumeurs de mardi suggérant l'éventuel non-respect des concessions, le président a affirmé que « *les concessions signées seront honorées* », précisant toutefois que l'objectif est de diversifier leurs sources de financement en dehors des péages.

**De janvier à septembre 2023, la Colombie a enregistré une baisse de 21% de ses importations par rapport à 2022.**

De janvier à septembre 2023, le pays a enregistré des importations d'une valeur de 47 Md USD, soit une baisse de 20,9% par rapport à l'année précédente, où le chiffre s'élevait à 59,4 Md USD. La baisse est liée à la chute de la demande, appuyée notamment par la politique monétaire restrictive.

### Participation aux importations par catégorie

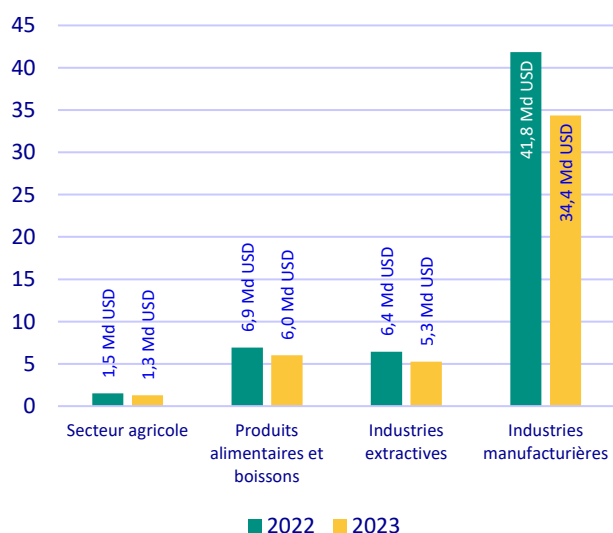
01-09 2022



Les importations agricoles et agroalimentaires baissent de -16,4% g.a. Ainsi, en 2023, les importations dans le secteur agricole s'élèvent à 1,3 Md USD. Les importations de produits alimentaires et les boissons atteignent 6,0 Md USD, ce qui représente une baisse de 15,2% g.a. Les industries extractives ont enregistré 5,3 Md USD, soit une baisse de 21,8% g.a. De même, les industries manufacturières ont enregistré 34,3 Md USD, soit une baisse de 21,7% g.a.

### Evolution des importations par catégorie

M USD



La balance commerciale demeure en déficit, mais baisse de 31,7% g.a.: il passe de -11,2 Md USD en 2022 à -7,6 Md USD en 2023.

## Equateur

**Le Président Noboa envoie une nouvelle réforme fiscale à l'Assemblée Nationale.**

Le Président Noboa a envoyé à l'Assemblée Nationale, avec le caractère d'urgent, la « loi d'efficacité économique et de génération d'emplois », dont l'objectif est la collecte de 800 M USD en 2024 au titre d'une remise des intérêts comme incitation pour que les contribuables en retard se mettent à jour avec le fisc. **Ces ressources permettront de couvrir le manque à gagner provoqué par la fin des effets de la réforme fiscale de 2021 en 2024.** Par ailleurs, cette loi prévoit des mesures pour inciter les investissements dans le secteur des énergies renouvelables et la création de zones franches.

**Petroecuador annonce le lancement de l'appel d'offres pour l'exploitation du champ gazier offshore « Amistad ».**

Petroecuador a annoncé le lancement de l'appel d'offres pour l'exploitation du champ gazier offshore « Amistad ». L'entreprise attributaire sera chargée du forage de ce champ de gaz naturel, comprenant sept puits au total. Le contrat sera d'une durée de 15 ans et prévoit le paiement d'une redevance par l'Etat au titre de la production de gaz supplémentaire extraite. **Le projet requiert un investissement de 173 MUSD, ce qui devrait permettre d'augmenter la production de 21 millions de pieds cubes par jour produits aujourd'hui à 77 millions de pieds cubes par jour.**

## Guyana

**La manque d'accès au financement est le plus grand défi auquel font face les entreprises guyaniennes – et constitue un obstacle pour le développement du pays.**

**Le Guyana fait face à un obstacle critique qui entrave la participation des entreprises locales aux initiatives de développement du pays – le défi d'obtenir du financement.** Cette problématique compromet l'ensemble de l'effort de développement local crucial pour la croissance économique nationale, comme le

souligne l'économiste David Goldwyn : « *Il s'agit du plus grand défi auquel font face les entreprises guyaniennes - le manque d'accès au financement pour la trésorerie à court terme ou l'emprunt productif* ».

Il met en lumière le fait que le système bancaire guyanien exige des garanties physiques, généralement sous la forme de biens immobiliers, pour sécuriser les prêts, obstruant les nouveaux entrants sur le marché et les entrepreneurs locaux potentiels d'accéder à un soutien financier. **L'accès au financement est depuis longtemps une problématique au Guyana.** La Chambre de commerce et d'industrie de Georgetown (GCCCI) plaide depuis des années pour que la courbe d'apprentissage abrupte à laquelle les entreprises guyaniennes ont dû s'adapter soit accompagnée d'un plus grand accès au financement. **Son ancien président, Timothy Tucker, a publiquement exhorté les banques locales à clarifier les obstacles les empêchant de rendre les financements plus accessibles pour les entreprises guyaniennes cherchant à développer leurs opérations.**

**ExxonMobil annonce que l'avancement des travaux se poursuit sur les deux prochains projets dans le bloc Stabroek, à savoir les puits Yellowtail et Uaru.**

Les projets *Yellowtail* et *Uaru*, quatrième et cinquième développements d'ExxonMobil, ont reçu l'approbation gouvernementale. **Ainsi, le projet *Yellowtail*, dont la production débutera en 2025 avec le navire FPSO « *One Guyana* », vise une production quotidienne de 250 000 barils de pétrole sur 20 ans, créant au moins 1 300 emplois directs.** Le projet devrait avoir un coût de développement de 10 Md USD. **Le projet *Uaru*, budgété à 12,7 Md USD, contribuera également significativement à la production, visant également 250 000 barils de pétrole par jour.**

Pour mémoire, le Guyana est l'économie connaissant la croissance la plus rapide du monde, grâce à l'industrie pétrolière *offshore*. **Ainsi, Exxon détient 45 % du bloc *Stabroek* via sa filiale locale EEPGL, Hess Guyana Exploration Ltd en détient 30 % et CNOOC Petroleum Guyana Limited, filiale exclusive de CNOOC Limited, détient les 25 % restants.**

## Pérou

**L'investissement privé cumule cinq trimestres de baisse.**

La Banque Centrale de Réserves du Pérou (BCRP) a annoncé que l'investissement privé a été négatif ces cinq derniers trimestres consécutifs. **Entre juillet et septembre 2023, cet indicateur s'est contracté de 6,2 %.** Bien qu'il s'agisse du deuxième trimestre au cours duquel cette baisse se modère (après un résultat de -12 % au T1 2023 et -8,2 % au T2), l'investissement privé n'a pas encore réussi à enregistrer une croissance. Pour la BCRP, cette situation était prévisible : en septembre 2023 la banque avait estimé que l'investissement clôturerait année à -5,3 %. **Selon la BCRP, ce résultat est attribuable à la contraction des investissements non-miniers dans un environnement de stagnation et d'attentes pessimistes des entreprises.** En octobre 2023, une étude de la BCRP a révélé que les attentes des entreprises sur 12 mois sont négatives, résultat identique à celui recensé en janvier 2023, lorsque des conflits sociaux avaient éclaté dans tout le pays après la tentative de coup d'État de l'ancien président Pedro Castillo.

**Le plan « Unidos » vise à stimuler l'économie péruvienne.**

Le vice-ministre de l'Économie, Zósimo Pichihua Serna, a déclaré qu'à la suite du plan « *Con Punche Pérou* », qui se trouve en phase finale, le gouvernement a activé le nouveau plan « *Unidos* ». Ce plan a pour objectif la reprise de l'économie à travers le développement de secteurs clés et l'accélération de l'investissement privé, grâce à une simplification des processus, de la législation en vigueur, et en mettant à jour les cadres réglementaires. **Le plan envisage des actions sur l'industrie pétrochimique, les énergies renouvelables, et le hub portuaire.** Dans le cadre de la promotion des investissements privés, des mesures seront prises pour accélérer l'exécution de sept projets miniers pour un montant de 4,6 Md USD, dont l'exécution devrait commencer entre 2023 et 2025. En outre, des actions sont envisagées pour l'exécution de mégaprojets d'infrastructures d'irrigation. Parmi ces mégaprojets figurent *Chavimochic*, *Iruro*, *Yanapujio* et *Chinecas*. **Un « choc d'investissement » est également prévu, attribuant jusqu'à 40 projets sous la forme de partenariats public-privé (PPP) et autres pour près de 7,9 Md USD en 2024, et de 6,7 Md USD pour la période 2025-2026.**

# Venezuela

**PDVSA enregistre une baisse de 11 % de ses revenus sur les 10 premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022.**

Selon le magazine Petroguia, en octobre, le prix du pétrole vénézuélien a chuté d'environ 3 USD et les exportations ont diminué de 154 000 barils par jour par rapport à septembre. En conséquence, l'entreprise a connu une baisse de 22 % du chiffre d'affaires en octobre par rapport à septembre. **Ainsi, les revenus cumulés des exportations de pétrole entre janvier et octobre 2023 s'élèvent à environ 10,9 Mds USD, soit une baisse de 11 % par rapport à la même période en 2022.**

**Consecomercio demande la relance du crédit bancaire au Venezuela.**

Consecomercio, le conseil national du commerce et des services, a sollicité au gouvernement national la relance du crédit bancaire au Venezuela pour stimuler la consommation. **Ils indiquent que le crédit**

**bancaire est essentiel pour faciliter les transactions commerciales et financer l'investissement et la consommation.** Ecoanalítica estime que les besoins de financement du secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises, sont d'environ 6 Md USD, alors que le portefeuille de crédit en mars était de 879 M USD selon les chiffres officiels.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
<b>Bolivie</b>	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
<b>Colombie</b>	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
<b>Equateur</b>	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
<b>Guyana</b>	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
<b>Pérou</b>	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
<b>Suriname</b>	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
<b>Venezuela</b>	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
<b>Argentine</b>	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
<b>Brésil</b>	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
<b>Chili</b>	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
<b>Mexique</b>	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

LE CHIFFRE A RETENIR

**853 M USD**

Il s'agit du montant d'Investissement Direct Étranger (IDE) en octobre 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr)